

Les "bobos", la réalité, le crime

XAVIER RAUFER,
criminologue

Ces bobos occupent en masse l'épicentre du pouvoir d'influence et du dire - public et privé, droite et gauche étant ici mêlés

En France, les "bourgeois bohème" ("bobos") sont une minorité réduite : au bas de la pyramide, d'ex-soixante-huitards aisés, et au sommet, ces fameux "milliardaires philanthropes" dont la "charité" vise d'usage plutôt à optimiser leur propre fortune. Contredisant la doctrine marxiste pour qui l'infrastructure (classe sociale) détermine la superstructure (idéologies, théories économiques et sociales, etc), ces bobos aisés, voire fortunés, chérissent encore souvent les idées anarchisantes ou révolutionnaires de leur jeunesse.

De longue date, ces bourgeois bohème ont envahi l'"infosphère". (Pour le sociologue Michel Maffesoli : au sommet de la société, ceux qui jouissent du droit de parler, dirigeants politiques, intellectuels, haute fonction publique, grands journalistes et patrons.) Ces bobos occupent ainsi en masse l'épicentre du pouvoir d'influence et du dire - public et privé, droite et gauche étant ici mêlés : médias, éditeurs, agences de publicité et de communication, sociétés de production de magazines et feuilletons télévisés sont leurs fiefs. Or leur hégémonie - et leur sectarisme - affectent la société française, car, en matière de crime, les bobos ont d'usage des idées aussi rigides qu'éloignées de la réalité ; des passions et répugnances massivement, sinon uniquement, assénées dans les canaux d'information ou de culture qu'ils dominent. Ici, nulle conspiration bien sûr, ni logique partisane, mais, à grande échelle et par mille voies, l'expression manichéiste de croyances puériles et d'élans sentimentaux - voire de caprices, exprimés sans grande cohérence ni logique.

Dans le registre criminel, voici ce que cela donne :

Sarkozy = méchant - Dans un "quartier populaire" français, un policier giflet-il un jeune malfaiteur récidiviste ? Tollé médiatique dans la "bobosphère", éditoriaux indignés, comparaisons avec la Gestapo, rappel des "heures les plus sombres de notre histoire", etc.

Lula Da Silva = gentil - Sur son ordre, l'armée brésilienne utilise l'"artillerie lourde contre des narco", dans les favelas de Rio de Janeiro. (*Journal du Dimanche*, 28/11/2010). Des "scènes de guérilla urbaine" où les militaires "sèment la terreur" ; 32 morts en un

jour. Dans les médias bobos, silence radio ; au mieux, un sec rappel des faits. Nulles grandes consciences outrées, nul éditorial enflammé ou fielleux. En pleine brésilâtrie, la presse bobo observe une discrétion de violette face aux massacres ordonnés par son idole.

Zemmour = méchant - Ce journaliste dit qu'en France, les malfaiteurs juvéniles sont massivement originaires du Maghreb ou d'Afrique ? Trépignements médiatiques, scandale, éditoriaux fustigeant ces propos indignes, etc. Une discussion raisonnable sur un de ces "phénomènes de so-

Leur hégémonie - et leur sectarisme - affectent la société française, car, en matière de crime, les bobos ont d'usage des idées aussi rigides qu'éloignées de la réalité

ciétés" que la bobosphère adore ? Que nenni. Pas de dialogue avec le Mal.

Boutih = gentil - Peu après, le socialiste Malek Boutih déclare en public (*On n'est pas couché*, 10/11/2010) "Quand je regarde le centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis... je constate que la proportion de jeunes des minorités visibles, Africains, Maghrébins, est exceptionnelle par rapport à ce qu'ils représentent dans la société française." Silence bobo. Des propos enterrés sans une critique. Nulle ligue de vertu ne persécute M. Boutih.

Californie = sympa - Cet Etat américain propose par référendum de dépénaliser la production et l'usage personnels du cannabis ? Génial, s'exclament les médias bobos unanimes. Quel progrès sociétal et récréatif ! Sans surprise, le "milliar-

A grande échelle et par mille voies, l'expression manichéiste de croyances puériles et d'élans sentimentaux - voire de caprices, exprimés sans grande cohérence ni logique

taire philanthrope" George Soros offre un million de dollars à cette noble cause - des investisseurs défoncés posant commodément un regard embrumé sur les manigances financières en cours. **Savants = rabat-joie** - Fleuron de la presse médicale mondiale, la revue scientifique *The Lancet* révèle (*Le Monde*, 23/09/2007) que "l'usage régulier du cannabis augmente de 41 % les risques de développement ultérieur d'une affection psychiatrique type psychose". Mutisme boudeur dans les rangs bobos, fâchés qu'on dénigre leurs paradis artificiels.

Au-delà, le dogme "sécuritaire" bobo repose sur deux inébranlables piliers : la réinsertion (des

malfaiteurs incarcérés) et la police de proximité, censée pacifier les quartiers hors contrôle. Notons ici qu'accorder catéchisme et réel exige de massives doses d'euphémismes bienséants, tels celui de la Fondation Gabriel Péri ("Enjeux 2012", *Libération*) expliquant joliment les crimes de brutes analphabètes par un "rapport difficile aux activités langagières".

Un irénisme rappelant le gouffre béant entre les vrais paysans du XVIII^e siècle et la bergerie de Marie-Antoinette. Car la France n'est pas seule au monde et les bobos, férus du Swinging London,

feraient bien d'observer ce que donnent réinsertion et police de proximité chez nos voisins britanniques.

Réinsertion : grand projet du gouvernement social-libéral de M. Tony Blair, où des moyens massifs ont été longtemps injectés (*Daily Mail*, 5/11/2010, évaluation officielle). Or 55 % des malfaiteurs "réinsérés" libérés de prison récidivent dans les 2 ans ; 74 % dans les 9 ans ; 70 % des condamnés à des peines courtes sont à nouveau mis en examen dans l'année.

Police de proximité : Durant l'ère Blair (*Daily Mail*, 29/12/2010, qui parle d'"incroyable gaspillage"), se crée un énorme corps de police auxiliaire de proximité (la moitié de la police britannique), les Police Community Support Officers, PCSO's, "Blunkett's Bobbies" du nom du

ministre de l'Intérieur d'alors. Coût, 1,2 milliard d'euros depuis 2007. Résultat piteux : "Les PCSO's n'ont pas résolu une affaire en trois ans... il faudra en moyenne 12 ans à ces PCSO's par infraction élucidée, pour un coût unitaire de 350 000 euros."

Pourquoi ne pas méditer tout cela, analyser, évaluer, avant d'imposer ici d'inefficaces et ruineuses pratiques ? La bobosphère ne le veut pas. Les yeux au ciel, elle assène et vitupère. La vitale confrontation d'idées précédant toute grande échéance électorale mérite mieux que ça.

